



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 22 (2025)

Faits saillants

- ❖ Vietnam/Indonésie/Singapour : visite du Président de la République
- ❖ ASEAN : premier sommet trilatéral avec la Chine et les pays du CCG
- ❖ Indonésie : lancement d'un nouveau plan de relance pour stimuler la consommation

LE CHIFFRE À RETENIR

26 Md EUR

Montant cumulé des
contrats signés lors de
la visite présidentielle
au Vietnam (9 Md)
et en Indonésie (17 Md)

Région

L'ASEAN, la Chine et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) réunis pour leur premier sommet trilatéral à Kuala Lumpur

Les 27 et 28 mai 2025, l'ASEAN, la Chine et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont tenu leur premier sommet trilatéral à Kuala Lumpur, sous la présidence du Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim. Cette rencontre a réuni les dirigeants des trois blocs, représentant un PIB combiné de près de 25 000 Md USD et une population de plus de 2,1 Md d'habitants. Les discussions ont donné lieu à au moins 14 réunions bilatérales et informelles en marge des sessions plénières. Les participants ont mis en avant le potentiel de coopération économique renforcée, notamment dans les domaines du commerce, des technologies vertes et de la connectivité régionale. Le sommet a également été marqué par l'annonce d'un soutien collectif à l'adhésion du Timor oriental à l'ASEAN d'ici octobre 2025 et par la proposition d'un mécanisme informel pour relancer les négociations sur la crise en Birmanie.

Intégration régionale : modernisation de l'ATIGA

Les dirigeants de l'ASEAN ont approuvé le 27 mai la révision de l'ASEAN Trade in Goods Agreement (ATIGA), dont la signature formelle est prévue lors du sommet d'octobre. Cette version actualisée vise à réduire davantage les barrières tarifaires et non tarifaires, à faciliter la circulation des biens entre les membres et à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Le ministre du Commerce malaisien Zafrul Aziz a qualifié ATIGA de « pierre angulaire de l'intégration économique de l'ASEAN ». Depuis son entrée en vigueur en 2010, les droits de douane intra-ASEAN sont tombés à moins de 1 %. Le texte prévoit notamment l'échange électronique standardisé de documents commerciaux et un assouplissement des règles d'origine, encore en discussion. Parallèlement, les dirigeants ont adopté l'ASEAN Community Vision 2045, feuille de route visant à faire du bloc la quatrième économie mondiale à l'horizon 2045.

Indonésie

Visite du Président de la République

Dans le cadre de sa tournée en Asie du Sud-Est, le Président de la République s'est rendu en Indonésie les 28 et 29 mai 2025. Après un entretien avec son homologue indonésien, Prabowo Subianto, des accords de coopération entre institutions françaises et indonésiennes mais également avec des acteurs du secteur privé des deux pays ont été signés en présence des deux présidents. 10 autres accords ont été signés lors du Forum d'affaires France-Indonésie qui a réuni plus de 350 participants le 28 mai après-midi, en présence du ministre coordinateur pour les Affaires économiques Airlangga Hartarto et du ministre de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Eric Lombard. Ces accords permettront de lancer de nouveaux partenariats, dans les secteurs de l'énergie, des minerais critiques, de l'agriculture et l'alimentation, de la santé et des transports.

Le gouvernement lance un nouveau plan de relance pour stimuler la consommation intérieure

Le gouvernement indonésien a annoncé de nouvelles mesures de soutien à la consommation, effectives du 5 juin à fin juillet, pour stimuler la consommation des ménages et atteindre une croissance du PIB de 5 % au deuxième trimestre, après un premier trimestre décevant à 4,87 %. Présenté par le ministre coordinateur pour les affaires économiques, Airlangga Hartarto, le paquet inclut des réductions des prix sur les transports publics, les péages, les factures d'électricité pour environ 80 millions de foyers modestes, des aides sociales, des subventions salariales et des baisses de cotisations

d'assurance pour les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. Le plan vise à compenser l'absence de pics de consommation liés aux fêtes religieuses et à relancer la demande intérieure, principal moteur de la croissance, alors que la consommation intérieure n'a progressé que de 4,9 % sur un an au premier trimestre. Une remise des prix sur l'électricité avait déjà été mise en œuvre en janvier et février 2025. Pour certains observateurs, l'impact de ce plan sera toutefois limité sans mesures complémentaires pour soutenir la production, renforcer l'investissement et préserver la soutenabilité budgétaire, notamment celle des entreprises publiques qui financeront une partie des mesures.

De nouveaux investissements pour la future capitale

Les investissements réalisés par le secteur privé dans la future capitale indonésienne, Nusantara, atteindraient 65 790 Md IDR (plus de 4 Md USD) au 22 mai 2025, selon l'Autorité de la capitale (OIKN). À ce jour, 42 entreprises auraient concrétisé leurs engagements, auxquelles s'ajouteraient six nouvelles sociétés ayant récemment annoncé de nouveaux projets d'investissement. Ces derniers incluraient notamment un centre culinaire, un hôtel Marriott cinq étoiles, une école internationale, un supermarché moderne, ainsi que des zones de bureaux, de logements et des espaces commerciaux. Le développement de Nusantara se poursuivrait sous l'administration du président Prabowo, avec un budget public alloué de 48 800 Md IDR (3 Md USD) jusqu'en 2029. Pour mémoire, le gouvernement avait fixé un plafond de 20 % pour la part de financement public dans le projet, soit environ 6 Md USD, avec 4,8 Md USD déjà alloués à fin 2024.

Des stocks de riz records au détriment du marché et de la qualité

Au 18 mai 2025, les stocks de riz de l'agence publique Bulog auraient atteint un niveau historique de 3,8 M de tonnes, issus de productions locales, tandis que le pays avait dû importer 1,3 M de tonnes à la même époque en mai 2024. Malgré ces réserves massives, les prix en rayon resteraient au-dessus du plafond national de 12 500 IDR/kg, à 13 259 IDR/kg, les consommateurs s'inquiétant de la qualité des stocks vendus par l'Agence Bulog à un prix plafonné plus accessible.

Malaisie

Accord entre opérateurs énergétiques malaisiens et vietnamiens pour étudier l'exportation d'électricité verte vers Singapour

À l'occasion de la venue du Premier ministre vietnamien en Malaisie pour le 46^{ème} Sommet ASEAN, le consortium malaisien MY Energy Consortium, réunissant l'opérateur électrique Tenaga Nasional (TNB) et la compagnie pétrolière Petronas, a signé le 26 mai un accord de développement conjoint avec la filiale du groupe énergétique vietnamien, Petrovietnam, PetroVietnam Technical Services Corporation (PTSC), associée à celle de la société singapourienne Sembcorp, Sembcorp Utilities Pte. Dans le cadre de cet accord, les parties évalueront la faisabilité d'un nouveau câble sous-marin reliant le Vietnam à la péninsule malaisienne qui serait connecté au réseau électrique de la Malaisie pour l'exportation de 1,2 GW d'électricité verte à Singapour.

Négociations lancées pour un accord commercial avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG)

Le ministre de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI) et le Secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont signé le 26 mai la déclaration conjointe lançant les négociations sur un accord de libre-échange entre la Malaisie et le CCG, en marge du 2^{ème} sommet ASEAN-CCG et du 1^{er} sommet ASEAN-CCG-Chine qui se sont tenus à Kuala Lumpur le 27 mai. L'accord doit couvrir plusieurs domaines parmi lesquels les échanges de biens et de services, les investissements, la facilitation du commerce et une coopération économique élargie. Un protocole d'accord a par ailleurs été signé le 27 mai entre l'agence malaisienne pour les investissements MIDA et la société saoudite ACWA Power pour environ 10 Md USD d'investissements en Malaisie dans des projets d'énergies propres, renouvelables et hydrogène vert principalement, avec un objectif de 12,5 GW de capacité installée en 2040. Sept protocoles d'accords ont également été signés entre la Malaisie et le Bahreïn, pour renforcer notamment la coopération dans les domaines de la finance islamique, de l'industrie halal, des semi-conducteurs, de l'agriculture et des commodités agricoles. Les échanges commerciaux entre la Malaisie et les pays membres du CCG ont représenté environ 22 Md USD en 2024, soit 3,5 % du commerce extérieur malaisien. Ces derniers sont dans leur ensemble les 6^{èmes} fournisseurs du pays avec une part de 5,6 % dans les importations malaisiennes (6,7 Md USD) et la 16^{ème} destination des exportations (1,7 % du total, 4,3 Md USD).

Singapour

Visite du Président de la République

Le président de la République Emmanuel Macron effectue une visite d'État à Singapour les 29 et 30 mai 2025, à l'occasion du 60^e anniversaire des relations diplomatiques entre la France et Singapour. Il s'agit de la dernière étape de sa tournée en Asie du Sud-Est, après le Vietnam et l'Indonésie. Le président Macron sera reçu par le président Tharman Shanmugaratnam et participera à un banquet d'État. Il rencontrera également le Premier ministre et ministre des finances Lawrence Wong, avec lequel il assistera à la signature de plusieurs protocoles d'accord couvrant notamment la défense et la sécurité, les questions juridiques, l'intelligence artificielle et les transports. Il prononcera en outre le discours inaugural du forum Shangri-La Dialogue. Le président Macron est accompagné de plusieurs membres du gouvernement français, dont Éric Lombard, Sébastien Lecornu, Jean-Noël Barrot, Rachida Dati et Clara Chappaz.

Vietnam

Les experts s'inquiètent de la montée des créances douteuses dans le secteur immobilier

Malgré une augmentation significative des crédits immobiliers (+20 % au T1- 2025 par rapport à décembre 2024), la demande réelle reste faible en raison des prix élevés. De nombreux projets immobiliers sont bloqués à cause de litiges juridiques, ce qui empêche les banques de liquider les biens, et les entreprises de se restructurer. Le président de l'Association immobilière de Ho Chi Minh-ville a appelé à des réformes juridiques pour faciliter la liquidation des garanties, notamment via des ventes aux enchères plus rapides et transparentes. Il a aussi proposé la création d'un groupe de travail interministériel pour traiter les dossiers bloqués. Le professeur Do Thien Anh Tuan (Fulbright) insiste sur la nécessité d'une évaluation juste des actifs et d'un processus de vente transparent, afin d'éviter les conflits d'intérêts et de protéger les droits des emprunteurs, notamment leur droit à récupérer l'excédent après liquidation. Une réforme globale impliquant l'État, les banques et les entreprises est jugée essentielle pour relancer le marché immobilier et réduire les risques systémiques. Pour rappel : le taux de couverture du secteur bancaire vietnamien a baissé à 83 % en 2024, son plus faible niveau depuis cinq ans.

La prolongation d'une TVA à taux réduit soutenue par les députés

Lors de la session de l'Assemblée nationale du 28 mai, la majorité des députés ont soutenu la proposition consistant à prolonger le taux réduit de la TVA (8 % au lieu de 10 %) pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2026. Cette prolongation vise à stimuler la consommation et soutenir les entreprises en difficulté, dans un contexte international complexe. La réduction du taux de TVA a été mise en place en 2022 et a déjà été prolongée de six mois à cinq reprises. Cette nouvelle prolongation porte en outre sur un nombre plus important de produits, la liste des biens « essentiels » éligibles ayant été étendue aux produits technologiques, aux métaux transformés et aux biens soumis à la taxe spéciale sur la consommation (applicable notamment aux carburants). Selon les estimations du ministère des Finances, si elle était adoptée, cette mesure entraînerait une réduction d'environ 4,7 Md USD de recettes pour l'Etat. Pour rappel, la consommation intérieure de biens et services a augmenté de 9 % en 2024 (9,4 % en 2023), ou de 5,9 % en termes réels – un rythme dynamique mais néanmoins inférieur aux niveaux d'avant le COVID.

Le conglomérat Thaco propose d'investir dans la ligne ferroviaire Nord-Sud

Après VinGroup, le conglomérat Thaco a également fait une proposition au gouvernement pour construire la ligne à grande-vitesse devant relier Hanoï et Ho Chi Minh-Ville. Selon cette proposition, 20 % de la somme nécessaire serait directement investie par l'entreprise tandis que 80 % proviendrait de prêts de banques vietnamiennes et internationales garantis par l'Etat, qui payerait également les intérêts (alors que la proposition de VinGroup propose d'emprunter auprès de l'Etat vietnamien). En contrepartie, Thaco aurait une concession d'exploitation de la ligne pendant 70 ans. Cette proposition ne prend toutefois pas en compte la libération des terrains pour la construction, traité comme un projet séparé. Selon ce projet, qui diviserait la construction en deux phases, la ligne serait opérationnelle sur toute sa longueur en 7 ans, contre 5 ans pour la proposition de VinSpeed, la filiale de VinGroup. Pour rappel, Thaco s'était initialement positionné pour étudier la possibilité de produire des voitures pour trains à grande vitesse, dans l'objectif de long-terme de pouvoir produire des locomotives. Cette annonce intervient alors que le pays souhaite actuellement structurer sa filière industrielle afin de répondre au lancement de plusieurs projets ferroviaires d'ampleur. La Vietnam Railways Corporation, opérateur public historique du réseau ferroviaire vietnamien, a récemment soumis au ministère des Finances une proposition pour la construction d'un complexe ferroviaire national, comprenant des infrastructures techniques et un centre de R&D. Cet investissement,

estimé à 670 M USD, aura pour objectif de contribuer à la localisation de la production au Vietnam des composants et logiciels liés à la signalisation et aux systèmes d'alimentation.

Thaïlande

Fusion de deux aciéristes fragilisés par les droits de douane et l'offensive tarifaire chinoise

Deux sidérurgistes thaïlandais, Thai Coated Steel Sheet (TCS) et Thai Cold Rolled Steel Sheet (TCRSS), ont annoncé leur fusion prévue pour le 1^{er} octobre afin de faire face à la crise croissante du secteur. Les deux entreprises, issues de co-entreprises créées dans les années 1990 entre le japonais JFE Steel, Marubeni-Itochu Steel et le groupe local Sahaviriya Steel Industries, ciblent des clients dans l'électroménager, l'automobile et les équipements bureautiques. Elles ont une capacité de production cumulée de plus d'1,5 Mt par an, et TCS est positionné sur le marché haut de gamme de l'acier électro-galvanisé. La fusion survient dans un contexte de profonde fragilité du secteur au niveau local et mondial : le taux d'utilisation des capacités de production sidérurgique en Thaïlande a chuté à seulement 25 % en 2024 – soit moins de 5 Mt produites dans l'année alors que la consommation intérieure atteint plus de 16 Mt. Le secteur est affecté par la concurrence de l'acier chinois à bas coût vendu pour écouler les surcapacités du pays, et par les droits de douane de 25 % imposés sur les importations aux Etats-Unis depuis mars.

La Thaïlande choisit des chasseurs suédois Gripen pour 580 M USD malgré l'offre américaine

L'armée de l'air thaïlandaise a fait un pas supplémentaire vers l'acquisition de nouveaux chasseurs JAS-39 Gripen E/F du suédois Saab, écartant la proposition américaine pour les F-16 Block 70/72 de Lockheed Martin. Cette décision intervient alors que des négociations sont en cours avec l'administration Trump après les annonces du 2 avril sur les droits de douane et que la Thaïlande a annoncé être prête à augmenter ses importations de produits américains. Un premier lot de quatre avions, estimé à 580 M USD (environ 19 Md THB), pourrait être commandé dès que le Parlement approuvera le plan d'achat inclus dans le budget 2026. L'armée prévoit à terme l'acquisition de douze appareils au total. Une annonce officielle est attendue début juin, selon des sources proches du commandement aérien. Les autorités thaïlandaises ont justifié leur choix en évoquant l'adéquation des Gripen aux besoins tactiques et stratégiques de l'armée de l'air. Le nouveau lot de chasseurs viendra remplacer les anciens avions américains F-5 et F-16 vieillissants, et compléter une flotte existante de 11 Gripen déjà en service.

Philippines

La BAsD annonce l'octroi d'un prêt de 400 M USD pour l'économie bleue

Le président de la Banque Asiatique de Développement (BAsD), Masatsugu Asakawa, a annoncé lors du sommet BIMP-EAGA à Kuala Lumpur l'octroi d'un prêt d'appui aux politiques publiques de 400 M USD en faveur de l'économie bleue aux Philippines dont l'approbation est prévue d'ici la fin de l'année. Ce financement vise à soutenir les efforts de préservation des écosystèmes marins, à travers une meilleure gestion intégrée des zones côtières et marines, la réduction de la pollution plastique et le renforcement de l'adaptation au changement climatique. En 2023, l'économie bleue philippine était estimée à 16,3 Md USD. La BAsD a également annoncé son intention d'approuver l'an prochain deux nouveaux prêts agricoles à Mindanao sur : (i) un prêt de 62,7 M USD pour la première phase du projet de développement de l'irrigation et (ii) un prêt de 61 M USD pour le projet ProSPER (Promoting Sustainability and Productivity for Enterprise Resilience and Upscaling in the Philippines), destiné à soutenir la diversification agricole et le développement des chaînes de valeur alimentaires.

Le gouvernement annonce un excédent budgétaire de 1,16 Md USD (+57,5% en g.a) pour avril 2025

Le gouvernement a enregistré en avril un excédent budgétaire de 1,16 Md USD, grâce à une hausse des recettes fiscales (+7,8 % en g.a.) conjuguée à la baisse des dépenses publiques (-8 %). Cet excédent contraste avec le déficit de 6,48 Md USD enregistré le mois précédent et représente une augmentation de 57,5% en g.a. Les recettes fiscales (8,6 Md USD) ont notamment été soutenues par l'augmentation des collectes de l'impôt sur les sociétés, la TVA et l'impôt sur le revenu des particuliers, en lien avec la date limite des déclarations de revenus fixées au 15 avril et la simplification dans ses procédures. En revanche, les recettes non fiscales ont chuté de 68 % en raison du décalage des versements de dividendes des entreprises publiques. Selon le Bureau of Treasury, les dépenses publiques (7,84 Md USD) ont quant à elles reculé principalement en raison d'une diminution du service de la dette. Sur les quatre premiers mois de 2025, le déficit cumulé atteint 7,1 Mds USD, soit une hausse de près de 79 % sur un an.

Les PME confrontées à un sous-financement estimé à 206 Md USD, avec un fort taux de refus de prêts

Selon une étude de l'entreprise de paiement VISA, les PME philippines font face à un déficit de financement estimé à 206 Md USD, soit le deuxième plus important d'Asie-Pacifique. Sur une demande de crédit totale de 221 Md USD des PME, 15 Md USD sont effectivement alloués. Malgré l'obligation légale d'allouer 8 % des portefeuilles de prêts aux PME, leur part ne représente que 4,5 %

dans les prêts bancaires. Les freins identifiés incluent l'absence de garanties, la faible formalisation des activités, le manque d'historique de crédit et le manque de connaissances financières. À noter que selon l'étude, les PME représentent 99% des entreprises et 66% de la main-d'œuvre aux Philippines, mais ne contribuent qu'à hauteur de 32% du PIB.

Cambodge

Financement des infrastructures par le marché des capitaux

Le Cambodge, via le régulateur de la bourse cambodgienne (SERC), prévoit d'introduire les titres de créances pour les infrastructures. Ce nouvel instrument financier a pour ambition d'aider les entreprises du secteur des infrastructures à lever des fonds pour financer divers projets. La SERC a préparé, avec l'assistance technique du Partenariat Cambodge-Australie pour un développement économique résilient (CAPRED), un cadre réglementaire qui définit les conditions, les procédures et les obligations relatives aux émissions de ces titres de créances d'infrastructure. Les obligations sont négociées sur la bourse nationale du Cambodge (CSX), qui a été lancée en 2012. Actuellement, 25 sociétés y sont cotées (11 en action et 14 en obligations), pour une capitalisation de 549 M USD (avril 2025). Et pour mémoire, le Cambodge a besoin d'environ 36,68 Md USD pour mettre en œuvre les 174 projets d'infrastructure prioritaires du « Plan directeur global du système de transport et de logistique cambodgien 2023-2033 ».

Une garantie d'État pour accélérer la transition énergétique

Le parlement cambodgien a approuvé, le 22 mai 2025, un projet de loi sur les garanties de l'État pour 24 sociétés d'investissement dans le secteur de l'énergie. Les projets soutenus par cette loi visent principalement à développer des sources d'énergie renouvelable, afin de garantir la durabilité et la sécurité énergétique. Il s'agit notamment de centrales solaires d'une capacité totale de 1990 MW, d'éoliennes de 900 MW, d'une centrale de pompage-turbinage de 1000 MW, d'hydroélectricité de 110 MW, de gaz naturel de 900 MW et de biomasse de 50 MW. Sont également prévus des systèmes de stockage d'énergie d'une capacité totale de 1000 MW. Dans le cadre de son engagement environnemental, le Cambodge doit renoncer au charbon, y compris pour ses importations d'électricité du Laos. Sans nouvelles sources d'approvisionnement, le pays risquerait de faire face à une pénurie électrique pour la période 2025-2028. Face à l'accroissement rapide de la demande électrique, le pays mise désormais sur les énergies propres. Le développement de ce secteur dépendra de sa capacité à mobiliser des investissements durables et renforcer son cadre réglementaire.

Des ATR 72-600 pour Air Cambodia

Le 27 mai, Air Cambodia a accueilli son premier ATR 72-600, marquant une nouvelle étape dans la modernisation de sa flotte. Cette dernière compte désormais 6 ATR. Deux autres ATR 72-600 arriveront en octobre et en novembre. Connus pour être plus modernes et économes de carburant (entre 20 et 30 %), ils seront utilisés pour les vols intérieurs et régionaux. Les appareils à turbopropulseurs sont d'ailleurs plus adaptés que ceux à réacteurs pour des trajets de moins de 2 heures. Pour mémoire, ces trois ATR 72-600 sont achetés par le loueur chinois HNCAL (HNCA Aviation Financial Leasing Co., Ltd.), filiale de HNCA (Henan Civil Aviation Development & Investment Group Co., Ltd) et sont loués à Air Cambodia. Et l'entreprise d'Etat chinoise Xing Gang Investment (Henan) détient 28 % du capital de la compagnie. Air Cambodia prévoit également d'introduire des Airbus A320 et d'autres appareils capables de desservir des destinations plus lointaines. Au cours des quatre premiers mois de 2025, les trois aéroports internationaux ont enregistré 22 686 mouvements aériens, en hausse de 17 % en glissement annuel. Le fret a lui augmenté de 8 %.

Laos

Poursuite de la décrue

Après 11,1 % en avril, l'indice des prix à la consommation est descendu à 8,3 % en mai (en glissement annuel). Malgré cette amélioration, la situation reste complexe car nombre de produits voient leur prix croître. Ainsi, logement, électricité, eau et carburants ont progressé de 21,6 % alors que les dépenses de santé gagné 19,8 %. En revanche, les prix alimentaires progressent bien moins rapidement (de 0,5 à 3,5 % selon les produits). Certains prix baissent même, comme l'habillement ou les télécommunications (- 0,1 %). L'inflation sous-jacente, qui ne prend pas en compte les prix les plus volatils et les prix administrés, progresse encore de 11,7 % en rythme annuel. Elle reflète plus fidèlement l'évolution des prix de manière structurelle. Elle tend toutefois à se modérer également. Reste que la valeur du kip, qui se stabilise à un niveau bas, favorise l'inflation importée. Malgré un contrôle des opérations de commerce extérieur et de change renforcé, la situation de la monnaie nationale reste délicate.

Stop and go

Le 17 mai, Green and Smart Mobility Joint Stock Company (GSM), annonçait le lancement de Xanh SM, première plateforme de services de transport entièrement électrique au monde. L'application vietnamienne utilise des véhicules du constructeur VinFast (VF-3 et VF-5). GSM assurera également l'importation et la distribution de ces véhicules au Laos (VinFast et GSM étant deux filiales du vietnamien Vingroup). Las ! Le ministère de l'industrie et du commerce (MOIC) a annoncé, le 20 mai, la suspension de toutes les licences d'importation et de distribution de véhicules. Le MOIC souhaite faire le point sur la situation dans l'ensemble du pays et remettre un peu d'ordre. Les importations de véhicules de tout type pèsent sur le déficit commercial. Dans le même temps, le gouvernement avait favorisé l'importation de véhicules électriques. S'appuyant sur la production nationale d'électricité, le gouvernement espérait ainsi réduire la facture énergétique. Elle contribue fortement sur le commerce extérieur laotien et coûte cher en devises, en particulier en dollar.

Brevet de respectabilité

Afin de lutter contre le réchauffement climatique, la France et l'UE plus largement, visent à réduire la déforestation importée (c'est-à-dire l'importation de produits ayant contribué directement à la déforestation). Le règlement européen sur la déforestation (EUDR), dont l'entrée en vigueur a été reportée au 31 décembre 2025, vise 7 produits et leurs dérivés (café, cacao, caoutchouc, huile de palme, soja, bœuf et bois). Ils ne doivent pas avoir conduit à de la déforestation postérieurement au 31 décembre 2020. Des obligations strictes de traçabilité de la production sont imposées, qu'il revient aux importateurs et distributeurs dans l'UE de vérifier (on parle de diligences raisonnables). En amont, chaque pays est classé en fonction du risque qu'il présente globalement. Bonne nouvelle : le Laos a été classé à faible risque. Cela réduira donc les exigences de vérification sur l'origine des produits laotiens exportés vers et commercialisés dans l'UE.

Birmanie

L'ASEAN valide le principe d'un envoyé spécial permanent

À l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN le 26 mai dernier, les États membres ont approuvé la création d'un poste d'envoyé spécial permanent, en remplacement du système actuel de rotation annuelle. Selon le ministre des Affaires étrangères malaisien Mohamad Hasan, « tout le monde a accepté d'examiner cette proposition - il n'y a eu aucune opposition ». Le mandat envisagé serait de trois ans, avec pour objectif d'assurer une continuité dans le dialogue entre les différentes parties impliquées dans le conflit au Myanmar, dans le cadre du consensus en cinq points adopté par l'ASEAN en 2021. Le ministre a précisé qu'il se rendrait à Naypyidaw en juin pour poursuivre les échanges en tant que président en exercice de l'ASEAN.